

Accueil réservé des recommandations de l'UA sur la crise au Burundi

PANA, 21 octobre 2015 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais a sorti, mercredi, une déclaration emprunte de réserves quant à la mise en application possible de certaines des recommandations et décisions de sortie de crise au Burundi dans l'état où les a proposées le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine (UA), lors de sa 551^e session du 17 octobre 2015, à Addis-Abeba, en Ethiopie. L'opposition réunie au sein du Conseil national pour la défense de l'Accord d'Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la conciliation nationale et la restauration de l'Etat (Cnared), de son côté, a applaudi, des deux mains, les centes recommandations teintées de fermeté de l'UA et ont voté principalement dans le sens de l'ouverture, en terre neutre, sous une médiation internationale, d'un dialogue incluant de tous les acteurs politiques burundais, y compris ceux qui sont en exil à l'étranger pour des raisons politiques.

Plusieurs opposants civils et militaires se trouvent en exil à l'étranger, certains à cause des poursuites judiciaires pour leur rôle présumé dans la tentative de putsch du mois de mai, d'autres pour avoir appelé à des manifestations populaires assimilées à un "mouvement insurrectionnel" des "anti-troisième mandat présidentiel" déjà consommé du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza. « Ce dialogue, si inclusif soit-il, ne viendra pas occulter le travail de la justice ou consacrer l'impunité », a signifié le porte-parole et Secrétaire général du gouvernement burundais, Philippe Nzobonariba, en réaction aux recommandations de l'UA allant dans le sens de l'ouverture la plus large aux discussions de sortie de crise au Burundi. Au chapitre des observateurs des droits de l'Homme et experts militaires, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA recommande que leur nombre soit porté à au moins une centaine d'unités par catégorie, plus d'efficacité. Le porte-parole du gouvernement burundais a trouvé que ces différents experts ne peuvent pas être augmentés du jour au lendemain, sans concertation préalable avec les autorités burundaises. S'agissant des sanctions ciblées que l'UA a l'encontre des acteurs avérés de l'insécurité au Burundi, la mesure gouvernementale a encore botté en touche, en estimant que c'était aussi une mesure à sens unique. Le gouvernement burundais attend plutôt, dans l'autre sens de l'UA, qu'elle fasse autant de pressions sur les fournisseurs étrangers d'armes qui s'efforcent d'insécurité au Burundi, mais sans les préciser. Le gouvernement burundais attend encore un coup de main diplomatique pour l'extradition d'Afrique, d'Europe ou d'ailleurs, des auteurs de la tentative d'assassinat manquée et des organisateurs du « mouvement insurrectionnel » des mois passés dans le pays. L'UA s'est montrée ferme dans le dénouement de la crise au Burkina Faso et doit encore le faire dans le cas des putschistes en cavale au Burundi, a estimé le porte-parole du gouvernement burundais.